

## Burundi : le pouvoir refuse d'agréer le nouveau parti d'Agathon Rwas

@rib News, 08/11/2018 Source AFP Le ministre burundais de l'Intérieur a refusé d'agréer la nouvelle formation politique d'Agathon Rwas, principal opposant, en invoquant une violation de la loi, dans une lettre dont l'AFP a pris connaissance jeudi.

"Nous avons reçu votre correspondance du 14 septembre 2018 relative à la demande d'agr ement d'un parti politique d'onomm  FNL Amizero y'Abarundi (...). Toutefois après analyse approfondie du dossier, nous avons constaté que les sigles, embl mes et devise sont semblables à ceux d'un parti politique d'agr ement", écrit le ministre de l'Intérieur, Paul Barandagiye, dans cette correspondance adressée à M. Rwas. Il s'agit d'une allusion très claire au parti issu de l'explosion hutu des Forces nationales de libération (FNL), dont le chef historique Agathon Rwas avait été évincé de la tête en 2011. M. Rwas a crée son nouveau parti, le Front National pour la liberté (FNL - Amizero y'Abarundi (Espoir des Burundais) le 13 septembre au cours d'un congrès constitutif à Bujumbura, dans la perspective des élections de 2020 au Burundi. Le but de la création de ce parti était d'obtenir l'agr ement des autorités pour participer à ces élections générales car la nouvelle Constitution ne permet plus à une coalition d'indépendants de se présenter, comme c'était le cas en 2015 pour la coalition Amizero y'Abarundi. La coalition Amizero y'Abarundi n'a pas le droit d'organiser de réunions ou de meetings et ses membres sont systématiquement arrêtés dès qu'ils sont réunis au motif qu'il ne s'agit pas d'un parti, selon M. Ndikumana, également président du groupe parlementaire de cette coalition. Le Burundi est en crise depuis que le président Pierre Nkurunziza a annoncé en avril 2015 sa candidature à un troisième mandat controversé. Il avait été réélu en juillet de la même année. Les violences qui ont accompagné la crise auraient fait au moins 1.200 morts d' plac  plus de 400.000 personnes entre avril 2015 et mai 2017, d'après les estimations de la Cour p onale internationale, qui a ouvert une enquête. La presse indépendante encore présente dans le pays continue de documenter chaque semaine des cas d'arrestations arbitraires, de tortures ou de disparitions forc es de militants d'Agathon Rwas, essentiellement commis par les Imbonerakure, la ligue des jeunes du parti au pouvoir, qualifiée de milice par l'ONU. La réforme de la Constitution adoptée en mai par référendum ouvre par ailleurs la possibilité au chef de l'état, au pouvoir depuis 2005, de se représenter pour deux mandats de 7 ans à partir de 2020. Mais il a surpris les observateurs en assurant en juin qu'il ne se présenterait pas à la présidentielle de 2020.

 

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});